



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Anchorage-Zurich, 18-19 septembre 1988

Aux membres du Conseil fédéral

354

Voyage du Chef du Département fédéral de l'économie publique en Corée du Sud, du 16 au 18 septembre 1988

Donnant suite à l'invitation du Président du Comité International Olympique, Monsieur Juan Antonio Samaranch, j'ai représenté le Conseil fédéral à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Séoul. Je ne m'arrêterai pas trop longtemps sur la cérémonie elle-même, les media ayant donné des commentaires très complets. Tout au plus, soulignerai-je l'organisation parfaite de la manifestation et son caractère très émouvant en raison de la quasi universalité qui a été atteinte (cent soixante pays représentés).

A Séoul, j'ai eu également plusieurs contacts et entretiens politiques. En marge de la cérémonie d'ouverture, tout d'abord, où j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec quelques-unes des personnalités invitées, dont le Premier Ministre japonais Takeshita avec qui j'ai évoqué la perspective de mon prochain voyage au Japon. Sur le plan bilatéral avec la Corée du Sud ensuite, où j'ai rencontré le Président de la République, Monsieur Roh Tae-Woo, le Vice-Premier Ministre et Ministre de la planification économique, Monsieur Rha Wong-bae, et le Ministre du commerce et de l'industrie, Monsieur Ahn Byong-Wha. J'ai par ailleurs eu l'occasion de rencontrer à nouveau le Président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Monsieur Kim Hyun-Uk, qui était de passage récemment en Suisse.

./.



- 2 -

La substance des entretiens a porté principalement sur la situation en Corée, tant sur le plan politique qu'économique, sur les perspectives de nos relations économiques bilatérales, et sur l'Uruguay Round, avec notamment la question agricole.

En Corée, le processus de la démocratisation est en marche. L'espoir est grand de pouvoir maintenir après les Jeux le consensus qui s'est dégagé entre le parti au pouvoir (qui n'est pas majoritaire) et l'opposition. Pour l'heure, on assiste à une explosion de demandes d'améliorations de toutes sortes engendrées par la réussite économique: le bien-être du pays doit également passer par le bien-être des individus, à savoir des salaires plus élevés, des logements meilleurs. Le problème majeur qui se pose au gouvernement est de répondre à ces demandes sans briser le dynamisme de l'économie.

En ce qui concerne nos relations économiques bilatérales, les Coréens souhaiteraient que l'on diversifie la structure de nos échanges. Mais les problèmes majeurs que j'ai bien entendu soulevés au cours de ces entretiens demeurent la libéralisation des importations et la protection de la propriété intellectuelle. Sur ce dernier point, j'ai demandé à nouveau qu'on nous accorde un traitement égal à celui donné aux Etats-Unis en ce qui concerne la protection des brevets, notamment celle applicable aux produits pharmaceutiques suisses. Ayant à ce sujet les mêmes intérêts que la Communauté européenne, nous suivons de près ce que Bruxelles entreprend dans ce contexte. La solution idéale serait de pouvoir obtenir satisfaction avant même ou indépendamment de ce qui attend la CE. Mais elle est peu réaliste compte tenu des différences d'intérêts en jeu. Le Commissaire de Clercq était à Séoul le même jour que moi pour des négociations sur cette question, mais il n'a rien pu obtenir. Et les Coréens m'ont dit avec insistance qu'ils ne pourraient pas envisager de trouver une solution avec la Suisse tant qu'ils ne l'auraient pas eue avec la CE. Mais une fois l'accord obtenu, il n'y aura aucune raison de discriminer la Suisse par rapport à Bruxelles et une solution pourra être trouvée très rapidement.

./.

- 3 -

En ce qui concerne le GATT, j'ai évoqué les perspectives de la prochaine réunion d'Islamabad où je dois me rendre début octobre, ainsi que la question de l'agriculture, la Suisse et la Corée ayant sur ce dernier point des situations comparables (protection à la frontière, mais également pays fortement agro-importateurs et ne perturbant pas les marchés mondiaux). La discussion m'a permis notamment de préciser à mes interlocuteurs les fondements de la politique agricole suisse.

Je tiens enfin à préciser que l'ensemble de mon séjour a été organisé à la perfection par Monsieur l'Ambassadeur Erismann et que j'ai également pu m'entretenir de la situation à Panmunjom avec le Chef de notre délégation, le Major-Général Pierre Monod.

LE CHEF DU DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE



J.-P. Delamuraz